

HUMAN RIGHTS WATCH

142 rue Montmartre
75002 Paris, France

Tel : +33 (0)1 43 59 55 35

Email : paris@hrw.org

Web : www.hrw.org/fr/paris

BUREAU FRANCE

Bénédicte Jeannerod, *Directrice*

Valérie Lombard, *Directrice du Développement*

Anna Chaplin, *Coordinatrice Administrative*

Maria Fiorio, *Manager de Projets Développement*

Léa Pernot, *Assistante Développement*

Camille Marquis, *Chargée de Plaidoyer*

COMITÉ FRANCE

Mercedes Erra, *Co-Présidente*
Virginie Morgon, *Co-Présidente*

COMITÉ D'HONNEUR

Robert Badinter, *Président*

Mireille Delmas Marty

Françoise Gaspard

Costa Gavras

Christine Ockrent

David de Rothschild

Jean-Christophe Rufin

Anne Sinclair

Abderrahmane Sissako

COMITÉ

Tahar Ben Jelloun

Constance Borde

William Bourdon

Gérard Bremond

Vincent Catherine

Catherine Clément

Miranda Dunbar Johnson

Réjane Lacoste

Valérie Lafarge Sarkozy

Danièle Kapel Marcovici

Nadia Marik Descoings

Didier G. Martin

Christopher Mesnooh

Olfa Rambourg

Marie-Laure Sauty de Chalon

Evelyne Sevin

Inge van Verschuer

Thierry Wellhoff

Catherine Zennström

Jean-Louis Servan-Schreiber,
Président Fondateur

Paris, le 5 janvier 2018

Objet : Visite officielle en Chine et préoccupations en matière de droits humains

Monsieur le Président de la République,

Nous vous adressons ce courrier en vue de votre visite imminente en Chine. Les valeurs de liberté, de démocratie et d'égalité, qui figurent au cœur de vos engagements diplomatiques, font l'objet de graves attaques dans la Chine de Xi Jinping. Il n'y a pas de liberté pour Liu Xia, la veuve de Liu Xiaobo, prix Nobel de la Paix 2010, mort entouré d'officiers de sécurité de l'État chinois. Liu Xia est toujours détenue de manière arbitraire. Il n'y a pas de liberté pour de nombreux autres militants pacifiques. Il n'y a pas de justice pour ceux qui, comme feu Yang Tongyang, écrivain dissident, et d'innombrables autres opposants, ont été emprisonnés des années pour avoir manifesté pacifiquement place Tiananmen en 1989. Et il n'y a assurément pas d'égalité pour les minorités religieuses et ethniques telles que les Ouïgours, que le gouvernement chinois traite systématiquement comme « des extrémistes, des séparatistes et des terroristes ».

Lors de votre discours à l'ouverture de la Conférence des Ambassadeurs, dans lequel vous avez énoncé les principes et objectifs de votre politique étrangère, vous avez affirmé que les « échanges diplomatiques et économiques avec [...] la Chine ne sauraient justifier qu'on recouvre d'une voile pudique la question des droits de l'homme car alors, c'est nous-mêmes que nous trahissons ». Notre expérience nous montre que les autorités chinoises n'aiment pas, mais respectent les interventions franches sur les droits humains, les percevant comme une indication de la fermeté de tel ou tel gouvernement sur un certain nombre de questions. Pourtant, lors de sa visite en Chine en novembre dernier, le Ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian semble avoir manqué l'occasion d'aborder la cruciale « question des droits de l'homme ». À notre connaissance, aucune déclaration publique n'a été faite et nous n'avons que très peu d'indications quant à des interventions privées concernant les droits humains. Cela fait montre d'un manque de détermination et a privé les personnes à travers toute la Chine – qui sont les véritables acteurs du

changement – de l’opportunité de voir la France prendre la défense de leurs droits.

De plus, vous avez affirmé que « *notre sécurité, nos intérêts et nos valeurs n’ont jamais été à ce point contestés depuis des décennies* ». Human Rights Watch espère que cette préoccupation comprend les violations des droits humains commises par le gouvernement chinois et le parti communiste chinois au-delà des frontières du pays. Nous avons documenté leurs efforts **en vue d’affaiblir les mécanismes des droits humains des Nations Unies, de manipuler le système de notice rouge d’Interpol, et d’influencer la liberté académique des universités à travers le monde, y compris en France.**

Comme nous l’avons indiqué dans une lettre adressée en novembre dernier au Ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, nous restons extrêmement préoccupés par les rapatriements prétendument volontaires de ressortissants chinois de la France vers la Chine ; on ignore si les personnes renvoyées ont eu une véritable possibilité de contester leur expulsion, et si les autorités françaises ont envisagé la probabilité de mauvais traitements à leur retour. Nous sommes particulièrement inquiets au sujet du cas de Zheng Ning, contraint par les autorités chinoises de rentrer de France en février 2017, manifestement **à l’insu et sans la coopération de la police française.**

Nous vous demandons **instamment, à l’occasion de votre visite**, de traduire votre engagement à mettre en lumière les violations des droits humains endémiques en Chine, notamment en exprimant vos préoccupations particulières en amont de votre déplacement, et en indiquant combien la fin des abus est essentielle à la relation bilatérale de la France avec la Chine.

Au cours de votre visite en Chine, nous vous appelons à :

- **Réitérer publiquement l’appel de la France** en faveur de la liberté de mouvement de Liu Xia ;
- Rencontrer des membres de la société civile indépendante, **s’il est possible de le faire en toute sécurité**, et, dans le cas contraire, exprimer publiquement vos préoccupations quant à la répression de tels militants ;
- Encourager vos partenaires chinois à répondre aux doléances des Ouïgours, compte tenu de la détérioration rapide de la situation dans le Xinjiang en matière de liberté de culte, de liberté d’expression, de droit à l’identité culturelle et de droits politiques ;

- Vous enquêter auprès de vos partenaires chinois de la façon dont les entreprises françaises peuvent opérer en Chine dans un contexte d'augmentation de la censure d'**internet** et de restrictions sur les VPN (Virtual Private Network/Réseau privé virtuel) ;
- Exprimer vos préoccupations au sujet de **l'attitude** de la Chine aux Nations Unies et à Interpol visant à faire obstacle aux droits humains ; et
- Informer vos partenaires chinois que la France mènera une évaluation approfondie de la coopération policière entre la France et la Chine, **avec la possibilité qu'elle** soit suspendue dans les domaines où il apparaît que la Chine ne veut pas se conformer aux protections internationales en matière de droits humains.

Vous avez exprimé à plusieurs reprises **l'engagement de la France** à défendre vigoureusement les droits humains à **l'échelle globale**, et le gouvernement chinois jugera cet engagement en voyant si vous soulèverez ces sujets pendant votre visite. Lorsque vous vous entretiendrez avec les dirigeants chinois, nous vous appelons instamment à **garder à l'esprit les valeurs** selon vous si chères à la France, que ces dirigeants nient à leur propre population dans tout le pays : **la liberté, la démocratie, et l'égalité.**

Vous souhaitant un déplacement fructueux et nous tenant à votre disposition pour tout échange complémentaire, nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos respectueuses salutations.

Bénédicte Jeannerod
Directrice France
Human Rights Watch



Sophie Richardson
Directrice Chine
Human Rights Watch

